

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 23/01/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Station d'épuration du Pertuiset - SAINT-ETIENNE Métropole (Ex-SIVO)

2 avenue Grüner
42000 Saint-Étienne

Références : UiD4243-DSSP-024-0039
Code AIOT : 0006108714

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2024 dans l'établissement Station d'épuration du Pertuiset SEM [Ex-SIVO (SYNDICAT INTERCOM. VALLEE ONDAINE)] implanté Station d'épuration du Pertuiset La Noirie 42240 Unieux. L'inspection a été annoncée le 11/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est effectuée dans le cadre du plan pluri annuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Station d'épuration du Pertuiset SEM [Ex-SIVO (SYNDICAT INTERCOM. VALLEE ONDAINE)]
- Station d'épuration du Pertuiset La Noirie 42240 Unieux
- Code AIOT : 0006108714
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non.

SAINT-ÉTIENNE métropole exploite la station de traitement des eaux urbaines située à UNIEUX. L'exploitant dispose d'une infographie schématisant les différents dispositifs de l'exploitation (Cf annexe 1 au présent rapport).

Les boues de STEP sont épaissies par une centrifugeuse avant de transiter dans un hydrolyseur thermique (THELYS). Ces dernières sont ensuite transférées dans le digesteur (rubrique 2781) permettant de récupérer, d'une part, du biogaz lui-même utilisé via une chaudière (rubrique 2910)

pour le fonctionnement de l'étape précédente d'hydrolyse thermique (avec pour complément une chaudière fioul) et, d'autre part, des boues épandues en bout de champ agricole suivant un plan d'épandage défini.

Thèmes de l'inspection :

- Régularisation administrative,
- Gestion de l'exploitation : Émission dans l'air, rétention des eaux d'extinction incendie, déchets, épandage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Incidents ou accidents - déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 2.5.1. et 3.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Valeurs limites d'émission - Chaudières, torchère	Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 3.2.2. et titre 10 annexe air	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	VLE - Eaux d'extinction d'incendie et des eaux de voiries	Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 4.4.9.	Demande d'action corrective	3 mois
6	Registre déchets sortants - Plan d'épandage	Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 5.1.6. et 5.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Régularisation administrative - changement d'exploitant	Code de l'environnement du 24/10/2017, article R512-68	Sans objet
2	Seuils des rubriques ICPE	Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La station d'épuration est clôturée et l'entrée sécurisée par un interphone.

SAINT-ETIENNE Métropole est le nouvel exploitant et il conviendra ultérieurement, à l'occasion d'un arrêté préfectoral complémentaire, de préciser cette modification ainsi que la puissance de la chaudière biogaz de 1,2MW.

L'exploitant doit effectuer une veille réglementaire pour surveiller les éventuelles évolutions de la nomenclature. Ici, l'inspection a permis de confirmer l'appartenance à la rubrique 2910-b-2-a. ainsi que la non-appartenance à la rubrique 4310. Par ailleurs, une évolution de la nomenclature place l'installation de méthanisation sous la rubrique 2781-2 au régime de l'enregistrement (auparavant sous le régime de l'autorisation).

L'exploitant peut, en présentant les justificatifs nécessaires, signaler sa volonté de ne plus bénéficier de la procédure d'autorisation qui accompagnait le précédent statut de l'installation aux

risques d'en perdre les avantages.

Concernant la gestion de l'installation, les travaux prévus en 2018 prévoyant la mise en place d'un dispositif de confinement des eaux d'extinction incendie n'ont pas été réalisés.

De plus, l'exploitant doit interpréter systématiquement les résultats des campagnes d'analyse et, en cas de non-conformité, mener des plans d'action tracé dans le temps.

L'exploitant dispose de logiciels permettant la gestion des alarmes déclenchées en cas de défauts détectés. Il distribue des ordres d'intervention aux membres d'équipe et établi une astreinte afin de veiller à pouvoir répondre aux défauts majeurs décelés à tout moment.

L'exploitant tient un registre de suivi de déchet qu'il conviendra de compléter conformément à l'arrêté préfectoral en vigueur.

Les prévisionnels et bilans des plans d'épandage sont établis et transmis pour la précédente année et en cours de réalisation pour l'année suivante.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régularisation administrative - changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/10/2017, article R512-68
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation administrative - changement d'exploitant
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. Pour les installations prévues à l'article R. 512-55, la déclaration est accompagnée d'un justificatif de réalisation du dernier contrôle périodique.
Constats : Une lettre de SAINT-ÉTIENNE Métropole en date du 20/04/2021 indique un changement d'exploitant. Cette station d'épuration anciennement gérée par le Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Ondaine (SIVO) est désormais exploitée par SAINT-ÉTIENNE Métropole dont le siège est situé au 2 avenue Grüner – 42 006 SAINT-ÉTIENNE. Le courrier indique plus précisément que c'est la direction de l'assainissement et des rivières est en charge du suivi de cette station exploitée par VEOLIA. L'inspection des installations classées de l'environnement s'adresse depuis au responsable de cette ICPE autrement dit SAINT-ÉTIENNE Métropole pour s'assurer du respect des prescriptions. La formalisation de ce changement d'exploitant sera notifiée dans le prochain arrêté préfectoral complémentaire lorsque d'autres modifications seront portées à la connaissance du préfet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Seuils des rubriques ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE
Thème(s) : Risques chroniques, Seuils des rubriques ICPE
Prescription contrôlée : Respect des seuils des rubriques ICPE présenter dans l'arrêté préfectoral sus-nommé.
Constats : L'inspection propose de faire le tour des seuils concernant les rubriques ICPE mentionnées dans l'arrêté : <ul style="list-style-type: none">- 2910-B-2.a. : L'exploitant fournit le justificatif de la puissance correspondant à 1,2MW de la chaudière biogaz et confirme ainsi que cette installation est soumise au régime de l'enregistrement. <u>Justificatif :</u> « Rapport de visite périodique vapeur » du 13/12/2023. <ul style="list-style-type: none">- 2781-2 : L'exploitant indique que la quantité de matière sèche traitée est de 500t/an soit 2315t de boues brutes traitées annuellement. Aussi, suite à une évolution de la nomenclature ICPE, l'inspection indique à l'exploitant, qu'avec moins de 100t/j de matière brutes, l'installation est désormais classée sous la rubrique 2781-2.b), sous le régime de l'enregistrement.- 4310 gaz inflammables : L'exploitant confirme la capacité du gazomètre indiquée dans l'APC soit 400 m³ correspondant à 390 kg, L'installation reste non concernée par un classement ICPE car elle ne franchit pas les seuils de la nomenclature des ICPE pour cette rubrique. Comme indiqué au constat n°4, le prestataire VEOLIA explique que l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 24 octobre 2017 a été pris suite à la volonté d'utiliser une chaudière au gaz naturel mais que cela n'a jamais été mis en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Indiquer, par un porter à connaissance au préfet :</u> <ul style="list-style-type: none">- la non mise en place de la chaudière au gaz naturel ainsi que la liste des prescriptions caduques de l'APC du 24/10/17 du fait de la non réalisation de cette modification sous les 3ans à compter de la parution de cet arrêté (Cf article 1.4. « durée de l'autorisation ») ,- la position de l'exploitant au regard de la nomenclature pour la rubrique 2781-2 suite à la modification de la réglementation en 2018 (installation désormais soumise à enregistrement) ainsi que son souhait de conserver ou non le bénéfice de la procédure d'autorisation en présentant les justificatifs nécessaires relatifs aux quantités de matière brute traitées journalièrement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Incidents ou accidents - déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 2.5.1. et 3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents ou accidents - déclaration et rapport
Prescription contrôlée : 2.5.1. Déclaration et rapport L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. [...] 3.1.2 Pollutions accidentelles [...] Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.
Constats : L'exploitant indique : <ul style="list-style-type: none">- l'absence d'accident et donc de registre les répertoriant,- l'absence de registre des incidents mais la présence d'un dispositif d'alarme, relevant des incidents mineurs, déployé sur l'ensemble des points critiques des installations et géré par un logiciel de télégestion interne à VEOLIA. L'exploitant, faute de connexion internet sur place, envoie une extraction des archives (outil « Lerne ») alarmes signalant des dysfonctionnements en aval de l'inspection. L'exploitant assure la réparation des défauts relevés avec un système d'astreinte,- une maintenance du digesteur en 2023 ayant entraîné un arrêt de l'alimentation durant 3 jours,- de manière générale, pas d'incident important à signaler. Le plus significatif étant la réparation de la membrane extérieure du gazomètre pour lequel une alarme pression s'était déclenché. La visite du local ATEX où se situe la chaudière permet de constater que quatre alarmes majeures sont vérifiées mensuellement (ce qui permet de prévenir les défauts de communication de ces dernières) ; la pression, les deux capteurs du niveau d'eau dans la chaudière, la mise en sécurité du brûleur. L'exploitant exécute lors de la visite un contrôle du système d'alarme afférent à la chaudière. Le test sécurité consiste à vérifier le bon fonctionnement des alertes « défauts brûleurs ». Lorsque le tuyau permettant le refoulement de la pression est débranché, l'alarme se déclenche en confirmant ainsi que cette alerte fonctionne. Dans ce même local, l'exploitant présente trois autres capteurs permettant de vérifier la présence de gaz qui, le cas échéant, indiquerait une fuite dans le dispositif. Un important dépôt blanchâtre solidifié est émis depuis le haut de la cuve d'eau alimentant la chaudière. L'exploitant émet l'hypothèse qu'il s'agit d'une fuite du produit injecté permettant d'adoucir l'eau avant son entrée dans le système de la chaudière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>L'exploitant transmet :</u> <ul style="list-style-type: none">- une capture d'écran justifiant du suivi de la maintenance issues des défauts relevés par le système d'alarme ou tout autre justificatif équivalent,- le suivi de l'incident « présence d'un dépôt blanchâtre sur la cuve d'eau du local chaudière » et le plan d'action mis en œuvre pour le résoudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Valeurs limites d'émission - Chaudières, torchère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 3.2.2. et titre 10 annexe air
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission - Chaudières, torchère
Prescription contrôlée : 3.2.2. Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs fixées en annexe, en concentration,

en flux et en volumes de gaz. [...]

Titre 10 annexe air

10.2.2 chaudière fioul

Cf tableaux

10.1.3 chaudière gaz naturel

Cf tableau

10.2 Caractérisation du biométhane

Le biométhane sera caractérisé en continu sur les paramètres suivants : CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂O.

10.3 Torchère

Les émissions de CH₄, NO_x, SO₂, CO, HCl et HF issues du dispositif de combustion feront l'objet d'une campagne d'analyse par un organisme extérieur compétent dans le cadre d'un contrôle triennal.

Constats :

Justificatifs :

- « Rapport de visite périodique vapeur » pour la chaudière, du laboratoire LCI du 13/12/2023 - CO anormalement haut
- « Rapport d'essais – Contrôle réglementaire n°083418492001R001-CHAUDIERE BIOGAZ » du laboratoire DEKRA pour la mesure du 10/02/20 au 11/02/20 - non-conformité CO et SO₂
- « Rapport d'essais – Contrôle réglementaire n°120249902001R001-TORCHERE » du laboratoire DEKRA pour la mesure du 13/02/20

L'exploitant transmet les justificatifs des dernières mesures concernant la torchère et la chaudière biogaz datées de février 2020 et indique que la prochaine campagne est planifiée pour fin février 2024 (les 27-28/02/24).

Aussi, l'inspection constate que les références réglementaires indiquées dans le rapport ne concernent pas celles de l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 24 octobre 2017 mais celui du 27 avril 2009. L'exploitant indique que l'arrêté préfectoral applicable est celui du 27 avril 2009 et non l'APC du 24/10/17 qui a été pris en vue de l'installation d'une chaudière au gaz naturel qui n'a jamais été installée.

RÉSULTATS CHAUDIÈRE :

L'exploitant indique qu'à la suite de la non-conformité détectée par DEKRA pour la mesure du 10/02/20 au 11/02/20 sur les concentrations CO et SO₂ de la chaudière, le plan d'action réalisé n'a pas été tracé et qu'il n'existe pas de procédure particulière pour effectuer le suivi de ces non-conformités.

Il précise qu'un contrôle inopiné air a été réalisé par SOCOTEC avec une lettre de la DREAL en date du 05/02/21 indiquant la conformité des rejets.

Par ailleurs, le rapport de visite périodique du 13/12/23 indique également que le CO (combustible gaz) est anormalement haut, que le contrôle de combustion n'a pas permis d'améliorer cette valeur et qu'il s'agira d'en effectuer la surveillance au prochain contrôle.

L'exploitant indique qu'il n'effectue pas de traçabilité particulière de ces non-conformités mais qu'un ordre de mission est émis et attribué à un membre de l'équipe pour la résolution du problème (via l'outil numérique Moveo). Il transmet en aval de l'inspection une présentation de l'outil numérique utilisé : Création d'un ordre d'intervention (OI), Affectation/Planification de l'OI à un opérateur qui renseigne les résultats/observations dans le rapport d'intervention (RI).

RÉSULTATS TORCHÈRE :

L'inspection précise que ces derniers doivent être fournis avec une interprétation comme l'indique l'article 9.3.1 des arrêtés « L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise (...), les analyse et les interprète », ce qui n'est pas le cas pour le dernier rapport d'essais « TORCHÈRE »

<p>daté du 13/02/20.</p> <p>L'exploitant indique que les prescriptions applicables concernant les émissions dans l'air sont celles de l'arrêté du 27 avril 2009, prescrivant une caractérisation mensuelle du biogaz.</p> <p>Aussi, le rapport de l'inspection du 16/10/17 conclue à la constance des résultats et convient qu'une analyse annuelle est suffisante.</p> <p>L'exploitant indique avoir transmis à la DREAL AuRA, la caractérisation du biogaz chaque année.</p> <p>L'inspection de l'unité départementale Loire/Haute-Loire confirme qu'elle n'a pas ces documents en sa possession il convient alors de transmettre les derniers en date.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre, lorsque l'inspection les demande, les rapports d'analyse à venir avec l'interprétation des résultats.</p> <p>Surveiller la concentration en CO pour les rejets d'air chaudière et définir un plan d'action en cas de non-conformité régulière afin de la résoudre de manière pérenne.</p> <p>Transmettre le dernier rapport de caractérisation de biogaz avec les interprétations conformément à l'arrêté préfectoral du 27 avril 2009</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : VLE - Eaux d'extinction d'incendie et des eaux de voiries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 4.4.9.
Thème(s) : Risques chroniques, VLE - Eaux d'extinction d'incendie et des eaux de voiries
Prescription contrôlée : Pour les eaux de voiries, l'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration ci-dessous [...] Cf tableau. Les eaux confinées sur le site lors d'un incendie ne pourront être rejetées au milieu récepteur qu'après analyse [...]
Constats : Le rapport d'inspection du 16 octobre 2017 indique qu'une étude de confinement des eaux d'extinction d'incendie a été menée et que les travaux devaient être réalisés en 2018. L'exploitant indique que ces travaux n'ont pas été réalisés à ce jour. Il explique qu'ils étaient prévus en parallèle d'autres travaux qui n'ont pas abouti et que les cuves de rétentions enterrées prévues n'ont pas non plus été mises en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : S'engager dans la réalisation des travaux prévus visant à confiner les eaux d'extinction d'incendie et présenter une preuve de cet engagement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Registre déchets sortants - Plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2017, article 5.1.6. et 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets sortants - Plan d'épandage
Prescription contrôlée : 5.1.6. L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. [...] 5.2. [...] Caractéristiques de l'épandage Cf tableaux arrêté du 29 février 2012 (Abrogé par Arrêté du 31 mai 2021 - art. 16 (VD) / Modifié par Arrêté du 27 juillet 2012 - art. 5) article 2 Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes : — la date de l'expédition du déchet ; — la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) ; — la quantité du déchet sortant ; — le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ; — le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ; — le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; — le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ; — le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ; — la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement.
Constats : <u>Gestion des déchets :</u> L'exploitant présente un tableur indiquant le tonnage de boues évacuées (nommé « Livraison graisses 2023 ») ainsi que la date d'évacuation et le nom du transporteur. Conformément à l'article 5.1.6 sus-nommé et donc à l'article 2 de l'arrêté du 29 février 2012, l'exploitant devra compléter le registre de déchet sortant avec les informations manquantes. <u>Épandage :</u> L'exploitant indique que le plan prévisionnel d'épandage 2024 sera très bientôt disponible avec le bilan de l'année 2023. Ces documents seront à transmettre à l'inspection. L'exploitant indique qu'ils seront disponibles respectivement en mars 2024 et février 2024. Un registre de synthèse annuelle est transmis pour l'année 2023 en aval de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compléter les informations du registre de déchets sortant avec les informations suivantes : — la date de l'expédition du déchet ; — la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; — la quantité du déchet sortant ; — le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ; — le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Transmettre les documents relatifs au plan d'épandage lorsqu'ils seront produits pour le bilan de l'année 2023 et le prévisionnel 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

Annexe 1 : infographie schématisant les différents dispositifs de l'exploitation de l'installation de traitement des eaux urbaines du Pertuiset

